Le Conseil,

Vu le rapport du 21 février 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Lors de la séance du 24 septembre 1996, vous avez approuvé le projet de création d'une halte fluviale à Fontaines sur Saône pour un coût total d'opération de 1 000 000 F TTC.

Or, la consultation des entrepreneurs, par voie d'appel d'offres restreint, a fait apparaître des offres d'un montant supérieur d'environ 200 000 F aux estimations initiales.

Cette différence s'explique, en partie, par les variations du prix du bois exotique, prévu pour le platelage, qui a subi de fortes hausses ces derniers mois mais, également, par l'étroitesse de la berge, aucune entreprise ne proposant une solution de battage des pieux par voie terrestre moins onéreuse que par voie fluviale.

Je vous suggère de déclarer l'appel d'offres sans suite et de relancer une nouvelle procédure sur la base d'un projet identique, à savoir un appontement fixe de 24 mètres de long constitué d'un platelage en bois exotique sur une ossature métallique soutenue par des pieux, en incluant des possibilités d'options sur la nature du bois et pour un coût total d'opération de 1 200 000 F TTC.

Conformément à l'avis favorable de monsieur le vice-président chargé des marchés publics en date du 21 janvier 1997, les travaux qui se décomposent en trois lots seraient dévolus par voie d'appel d'offres ouvert :

- lot n° 1 : fondations et maçonnerie,
- lot n° 2 : métallerie,
- lot n° 3 : platelage de bois ;

B - Propose d'approuver le projet présenté ainsi que le nouveau montant de l'opération de 1 200 000 F TTC, d'accepter la procédure d'appel d'offres ouvert pour la dévolution des marchés de travaux ainsi que les offres retenues pour valoir actes d'engagement et de l'autoriser à signer tout document relatif à cette opération, notamment, d'une part, les marchés de travaux ainsi que tout document contractuel afférent, d'autre part, la demande d'occupation du domaine public fluvial, à l'emplacement du projet, auprès de Voies navigables de France, gestionnaire du domaine, enfin de fixer l'imputation de la dépense ;

C - Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 et celle du 24 septembre 1996 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le projet présenté ainsi que le nouveau montant de l'opération de 1 200 000 F TTC.

2° - Accepte la procédure d'appel d'offres ouvert pour la dévolution des marchés de travaux ainsi que les offres retenues pour valoir actes d'engagement.

3° - Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

4 - Autorise monsieur le président à signer tout document relatif à cette opération, notamment :

a) - les marchés de travaux ainsi que tout document contractuel afférent,

b) - la demande d'occupation du domaine public fluvial, à l'emplacement du projet, auprès de Voies navigables de France, gestionnaire du domaine.

5° - La dépense à engager pour cette opération, d'un montant de 1200 000 F TTC, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - service espaces publics - exercice 1997 - compte 231 560 - fonction 89 - opération 0072.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,